

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 BOURGES

BOURGES, le 24/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **NEXTER ARROWTECH**

BP13  
Route de Villeneuve  
18570 La Chapelle-Saint-Ursin

Références : VAT20220667  
Code AIOT : 0010003876

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement NEXTER ARROWTECH implanté Route de Villeneuve 18570 LA CHAPELLE ST URSIN. L'inspection a été annoncée le 07/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NEXTER ARROWTECH
- Route de Villeneuve 18570 LA CHAPELLE ST URSIN
- Code AIOT : 0010003876
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ied : Oui

La société NEXTER ARROWTECH a pour activité la fabrication de munitions.

Le site de La Chapelle Saint-Ursin a été créé en 1957 sur les communes de La Chapelle Saint-Ursin et de Morthomiers (18).

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour les rubriques 4210-1-a et 4220-1. Il est également soumis à Autorisation pour les rubriques 1450-1, 2793-3b, 2940-2a et 3260.

L'inspecteur des installations classées s'est rendu dans les zones à dépolluer 7 et 11.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- inspection des dispositions techniques et organisationnelles relatives aux travaux de traitement et de gestion des pollutions

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites**

**administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	5) Nomenclature déchets	Code de l'environnement du 10/03/2016, article R.541-7	/	Sans objet
7	7) Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7	/	Sans objet
9	9) Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 20/10/2021, article 5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	1) Echéance des travaux	AP Complémentaire du 20/10/2021, article 3	/	Sans objet
2	2) Contrôle des opérations de traitement	AP Complémentaire du 20/10/2021, article 3	/	Sans objet
3	3) Objectifs de réhabilitation	AP Complémentaire du 20/10/2021, article 2	/	Sans objet
4	4) Technique de réhabilitation	AP Complémentaire du 20/10/2021, article 2	/	Sans objet
6	6) Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 18/10/2022, article R541-43-1	/	Sans objet
8	8) Destination des terres excavées	Code de l'environnement du 18/10/2022, article L541-2	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Voir le tableau de synthèse

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : 1) Echéance des travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Echéance travaux de traitement et de gestion des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les travaux de traitement et de gestion des pollutions sont achevés au plus tard au 31 décembre 2024. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant présente le planning prévisionnel de réalisation des travaux, zone polluée par zone polluée. Le planning montre, qu'à ce jour, l'échéance du 31 décembre 2024 sera respectée. Les zones polluées 7 et 11 sont en cours de traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : 2) Contrôle des opérations de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Comptes rendus de chantier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Un contrôle formalisé des opérations de traitement de la pollution des sols est réalisé au fur et à mesure de leur avancement par l'exploitant.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant précise que: - la maîtrise d'œuvre est réalisée par la société GINGER BURGEAP; - les travaux sont réalisés par la société SUEZ-SARPI; - des réunions de chantier hebdomadaires ont lieu et font l'objet d'un compte rendu écrit. L'exploitant met à disposition de l'inspecteur des installations classées les comptes rendus de chantier comprenant les items suivants: validation du compte rendu précédent - hygiène, sécurité, environnement - planning, échéances, intempéries, travaux - travaux/questions techniques - qualité et contrôles / aspects administratifs - aspects financiers: garanties, situations - divers. L'inspecteur constate que: - le dernier compte rendu disponible est celui de la réunion du 4 octobre; l'exploitant précise que le compte rendu de la réunion du 11 octobre est en cours de rédaction; - des photos de chantier, plans et planning étayent le compte rendu; - les comptes rendus portent sur l'ensemble des zones à dépolluer.  L'inspecteur constate également que l'évacuation des déchets et les bordereaux d'analyse de terres font l'objet d'un classement (voir les autres points de contrôle du présent rapport).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : 3) Objectifs de réhabilitation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Zone 7
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les mesures de gestion et les objectifs de réhabilitation sont : Zone 7 Principaux polluants / [...] / Principaux objectifs de réhabilitation HAP dans les sols / [...] / HAP : 25 mg/kgMs TNT dans les sols / [...] / TNT : 51 mg/kgMS TCE dans les sols / [...] / TCE : 2 mg/kgMS Métaux et métalloïdes dans les sols / [...] / 1,5 fois le bruit de fond national [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'inspecteur vérifie par sondage ("source" 2 de la zone 7) l'atteinte des objectifs de réhabilitation. L'exploitant présente: - un tableau de synthèse des résultats des analyses effectuées sur le chantier: les analyses en bord et fond de fouille de la source 2 y sont intégrées; l'inspecteur constate que les résultats des analyses en HAP, TNT, TCE et métaux sont inférieurs aux objectifs de réhabilitation. - les fiches d'analyse émises par le laboratoire AGROLAB; l'inspecteur constate la concordance entre les valeurs de ces fiches et le tableau de synthèse précité; - le plan permettant de localiser les prélèvements; l'inspecteur constate la cohérence entre le plan et les dénominations du tableau de synthèse et des fiches d'analyses; Le maître d'œuvre précise que les prélèvements et analyses sont réalisés sous la responsabilité de l'entreprise en charge des travaux et que des analyses contradictoires peuvent être diligentées par lui, en particulier lorsque des teneurs notables sont constatées. L'inspecteur vérifie que de telles mesures contradictoires sont effectivement réalisées: c'est le cas notamment au point FL13 de la source 5B. L'analyse contradictoire a permis au maître d'œuvre de donner son accord sur le remblaiement de la zone (compte rendu de chantier du 4 octobre 2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 4 : 4) Technique de réhabilitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Excavation et évacuation hors site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les mesures de gestion et les objectifs de réhabilitation sont : Zone 7 Principaux polluants / Techniques retenues / [...] HAP dans les sols / Excavation et évacuation hors site / [...] TNT dans les sols / Excavation et évacuation hors site / [...] TCE dans les sols / Excavation et évacuation hors site / [...] Métaux et métalloïdes dans les sols / Excavation et évacuation hors site / [...] [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'inspecteur a vérifié en visite et par sondage (source 2 de la zone 7) la mise en œuvre de la technique de réhabilitation retenue. L'inspecteur a constaté, en visite, une excavation de terres au niveau de la source 2. L'exploitant indique que les terres de la sources 2 ont été évacuées avec des terres de la source 1 compte tenu des nécessités de transport. L'exploitant présente son tableau de suivi de l'évacuation des terres qui montre que 4 chargements ayant pour origine la zone 7 ont été dirigés vers l'installation VALOTERRE. L'exploitant remet l'arrêté préfectoral d'autorisation montrant que le société VALOTERRE est autorisée à recevoir et traiter des terres polluées. L'exploitant communique les 4 BSD à l'inspecteur. Les 4 BSD sont correctement renseignés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 5 : 5) Nomenclature déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/03/2016, article R.541-7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Codes déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est établi une liste unique des déchets qui figure à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets et la décision 94/904/CE du Conseil établissant une liste de déchets dangereux en application de l'article 1er, paragraphe 4, de la directive 91/689/CEE du Conseil relative aux déchets dangereux. Toutes les informations relatives aux déchets prévues par le présent titre et ses textes d'application doivent être fournies en utilisant les codes indiqués dans cette liste.
<b>Constats :</b> L'exploitant précisera la méthode qu'il a retenu pour déterminer le code des déchets. Il pourra notamment s'appuyer sur le guide d'application pour la caractérisation en dangerosité pour la classification réglementaire des déchets de l'INERIS du 4 février 2016.
<b>Observations :</b> Les terres polluées en traitement dans l'installation VALOTERRE portent le code déchet n°17 05 04 "terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 04" qui correspond à un code de déchet non dangereux. L'exploitant indique qu'un classement comme déchet dangereux (17 05 03* notamment correspondant à des terres et cailloux contenant des substances dangereuses) n'est pas justifié compte tenu de la concentration en polluant (teneur maximale en hydrocarbure inférieure à 10 000 mg/kg) et qu'aucune des 15 propriétés de dangers n'est attribuable pour les terres excavées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : 6) Traçabilité des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/10/2022, article R541-43-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'exploitant présente son registre de suivi de l'évacuation des terres excavées. Le registre permet d'identifier le lieu de destination.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : 7) Traçabilité des déchets



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contenu du registre des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et sédiments tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments sortants. Le registre contient au moins, pour chaque lot, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition des terres excavées et sédiments ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;</li> <li>- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;</li> <li>- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;</li> <li>- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge les terres excavées et sédiments, et, s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>d) Concernant la destination des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés ;</li> <li>- l'adresse de destination lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> </ul> <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du traitement qui va être opéré par la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchets, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Le registre des terres excavées ne permet pas de faire le lien avec les données issues de l'analyse chimique des terres excavées</p>
<p><b>Observations :</b> Le registre présenté comporte les items suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- n° BSD;</li> <li>- Origine (localisation du chantier);</li> <li>- profondeur;</li> <li>- date d'expédition;</li> <li>- transporteur;</li> <li>- immatriculation du tracteur;</li> </ul>